

DE L'UNANIMITÉ MORALE
NÉCESSAIRE

DANS LES CONCILES
POUR LES DEFINITIONS DOGMATIQUES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ AUX PÈRES
DU CONCILE DU VATICAN



GRADUATE THEOLOGICAL UNION LIBRARY
2400 PIERCE ROAD
BERKELEY, CA 94708

NAPLES

IMPRIMERIE DE ANGELIS FRÈRES

Via Pellegrini n. 4

1870

BT
45
D87
1870
GTU
Storage

BIBLIOTHECA

FF. PRÆDICATORUM

CONVENTUS

CIVIT. BENITIÆ

Lit.

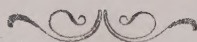
Pl.

DE L'UNANIMITÉ MORALE

NÉCESSAIRE

DANS LES CONCILES
POUR LES DEFINITIONS DOGMATIQUES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ AUX PÈRES
DU CONCILE DU VATICAN



NAPLES
IMPRIMERIE DE ANGELIS FRÈRES

Via Pellegrini n. 4
1870

767

DE L'UNANIMITÉ MORALE

NÉCESSAIRE

DANS LES CONCILES

POUR LES DÉFINITIONS DOGMATIQUES

Il est une question capitale, et qui en ce moment domine tout: c'est la question de l'unanimité morale nécessaire dans les Conciles pour les définitions de foi.

Les définitions de foi d'un Concile œcuménique peuvent-elles être faites à la simple majorité numérique? ou bien l'unanimité, au moins morale, est-elle nécessaire? Telle est la question. Nous disons l'unanimité morale; et non pas l'unanimité absolue: il est évident que l'opposition d'un petit nombre de voix, *paucis admodum reclamantibus*, ne détruit pas, ne peut pas détruire l'unanimité nécessaire dans un Concile.

Cette nécessité de l'unanimité morale, pour les définitions de foi, paraît telle, que cent Evêques ont déclaré, au Concile du Vatican, que, si ce principe était violé, leur conscience souffrirait une oppression intolérable: « *Conscientia nostra intolerabili pondere*

premeretur ; » et que la plus grave atteinte serait portée à l'autorité du Concile.

Cent Evêques, parmi lesquels on compte des hommes d'une science éminente, et tous d'une vertu incontestée, ne parlent pas ainsi à la légère, et ne disent pas, à la face du monde catholique, des choses d'une telle gravité, sans les raisons les plus fortes : ce sont ces raisons, telles que nous croyons les comprendre, que nous voudrions exposer, avec clarté et brièveté, dans cet écrit.

Tout le monde est d'accord que la question ne se pose pas pour la discipline comme pour les dogmes. Rien n'empêche, en principe, qu'il n'en soit des lois disciplinaires ordinaires, qu'un concile peut établir et un autre concile abroger, comme de toutes les lois, et qu'elles ne puissent être décrétées par une majorité qui soit plus ou moins grande, sans arriver à l'unanimité morale. C'est ainsi qu'au Concile de Trente furent décrétées plusieurs des lois disciplinaires. L'empêchement de clandestinité dans les mariages, fut établi nonobstant les votes contraires de cinquante membres de l'assemblée. L'histoire remarque que c'est là l'opposition la plus forte qu'aucun décret de ce concile ait rencontrée.

Il faut observer cependant que, bien qu'en général l'unanimité morale ne soit pas requise pour les lois disciplinaires, il est des cas où le droit canon ne se contente pas de la majorité simple, mais exige une majorité plus ou moins forte selon l'importance des matières. Ainsi pour l'élection d'un Pape, le Droit

exige les deux tiers des suffrages. Et le droit canonique serait plus exigeant encore, s'il s'agissait de lois disciplinaires fondamentales (1). De même, dans l'ordre politique, il est des lois constitutives qui ne pourraient être modifiées par un parlement à la simple majorité.

A plus forte raison quand il est question de définitions dogmatiques, sur lesquelles l'Eglise ne revient jamais, qui n'admettent, d'aucune façon, aucune dispense, qui sont absolument irréformables et irrévocables, et qui imposent non seulement l'obéissance, mais l'assentiment intime et complet de l'âme, et cela, sous peine d'éternelle damnation; dans des questions de cette nature, les Conciles ne peuvent agir comme en matière disciplinaire, ou à la façon des parlements humains, et faire des dogmes comme généralement on fait des lois. Il y faut l'unanimité morale. L'histoire, la tradition, et la raison théologique, le démontrent.

(1) Voici quelques maximes communément admises par les canonistes.

Quando agitur de rebus arduis, non sufficerent duae partes (les deux tiers). (Jacobatius).

Si agitur de impediendo ne actus fiat per universitatem, tunc quantum ad impediendum sufficit contradictio minoris partis. (Jacobatius).

Major pars universitatis non potest per impositionem oneris gravare singulos de universitate (Barti, Imola, Felinus, Iacobatius: Celui-ci va jusqu'à conclure que le Concile de Nicée n'aurait pu imposer la continence à l'Eglise orientale que de son consentement).

Ubicumque universitas vult facere statutum derogans juri singularum personarum, requiritur consensus omnium; et non sufficit consensus majoris partis.

I.

Interrogeons d'abord l'Histoire.

La vérité est que jamais une autre doctrine n'a été pratiquée dans l'Eglise; jamais un Concile quelconque n'a défini un dogme par voie de simple majorité; toujours les définitions dogmatiques ont été ajournées et suspendues, tant que l'unanimité morale de l'assemblée œcuménique ne leur était pas acquise; il n'y a pas dans les dix-huit siècles de l'histoire de l'Eglise, et dans les dix-neuf Conciles œcuméniques, un seul exemple du contraire. On a sur ce point avancé des assertions que les faits démentent absolument.

Parcourons rapidement, l'un après l'autre, tous les Conciles.

Au Concile de Nicée, en 325, sur 318 Evêques assemblés, les partisans plus ou moins déclarés de l'Arianisme, au nombre de 17 d'abord, se réduisirent à *cinq* pendant la discussion, et *deux* seulement ne souscrivirent pas les décrets (1).

Il y eut donc au Concile de Nicée l'unanimité presque absolue. Les Actes du Concile en font foi, et Théodoret en témoigne expressément. *Fidei formula*, dit-il, COMMUNI CONSENSU composita, concilium dimisere. Ce qui a pu se passer après le

(1) On peut voir dans le *Spicilegium Solesmiense*, publié par le cardinal Pitra, la liste, telle qu'elle nous reste, des Evêques signataires du Concile de Nicée, t. I, p. 516.

Concile et en dehors du Concile, est en dehors de la question. Nous n'avons pas à le discuter.

Au second Concile œcuménique, premier de Constantinople, en 381, la divinité du Saint Esprit fut proclamée contre Macédonius à l'unanimité absolue des Pères. Si 36 Evêques macédoniens, venus d'abord, se mirent eux-mêmes en dehors du Concile, et de l'Eglise, s'obstinant à repousser le symbole de Nicée (1), se constituant manifestement hérétiques opiniâtres, il est absolument certain que la formule de foi, le *Symbole*, fut décrété à l'unanimité absolue de tous les Evêques Catholiques, composant le Concile.

Le 3.^{eme} Concile œcuménique, réuni à Ephèse, en 431, contre Nestorius, qui niait l'union personnelle du Verbe avec l'humanité en Jésus Christ, condamna de même, dès sa première session, l'hérésie nestorienne, et proclama Marie mère de Dieu, à l'unanimité de tous les Pères présents; 274, selon, Mgr Tizzani (2).

Sans doute, il y eut aussi une opposition à Ephèse, et même deux; mais toutes deux irrégulières et extraconciliaires, et ne prouvant rien par conséquent contre notre thèse. Nestorius, avec seize adhérents, refusa d'assister au Concile; ce refus, évidemment, ne pouvait pas arrêter les Pères; les Pères déposèrent très justement ce rebelle opiniâtre.

Arriva ensuite, avec les Evêques de son patriarchat, (3) Jean, patriarche d'Antioche, ami particulier

(1) Mgr Héfélé, Histoire des Conciles t. 2. p. 195.

(2) Histoire des Conciles, t. I, p. 152.

(3) Mgr Tizzani donne les chiffres suivants : 10 Evêques Nestoriens, et 27 avec Jean d'Antioche.

de Nestorius, et toutefois non partisan de sa doctrine; ceux-ci refusèrent aussi de se joindre à l'assemblée, et il y eut en présence l'un de l'autre un Concile et un Conciliabule. Mais le Concile d'Ephèse, quoique les Pères se fussent séparés après la septième session, par suite de ces dissentiments, ne termina véritablement son œuvre qu'au bout de deux ans, en 433; alors, après des échanges non interrompus de lettres et d'ambassades, entre Cyrille et la majorité, Jean et la minorité, l'union se fit; et il y eut même cela de tout-à-fait remarquable, que ce fut la minorité, c'est-à-dire le Patriarche d'Antioche et les Evêques ses partisans, qui composèrent le symbole d'union, auquel Cyrille et tous les autres Evêques souscrivirent (1). Ce fut seulement après cette union que le Concile d'Ephèse fut reçu universellement, et par l'Orient tout entier, et par l'Occident: sauf quelques Nestoriens et Monophysites déclarés.

Au 4^{me} Concile œcuménique, celui de Chalcédoine, où environ six cents Evêques étaient réunis, en 451, pour condamner Eutychès, qui confondait les deux natures, divine et humaine, en Jésus-Christ, le principe qui domina encore toute la conduite des Pères, fut comme toujours, le respect de la minorité, la nécessité de l'unanimité. Nous en avons de très forts témoignages.

(1) Hard. t. 1, p. 1691 — Mansi, t. V, p. 289 — Mgr Héfélé, t. 2, p. 450: « Après que tu as accepté cette profession de foi, nous avons résolu, pour unir toutes les Eglises de la terre et terminer tout scandale, de reconnaître la déposition de Nestorius, etc.—Lettre du Patriarche d'Antioche à St. Cyrille.

A la deuxième session du Concile, après que lecture eût été faite aux Pères de divers documents considérables, à savoir les Symboles de Nicée et de Constantinople, deux lettres de S^t Cyrille, l'une à Nestorius, l'autre au patriarche d'Antioche, et que les Pères eurent accueilli la lecture de ces documents par d'unanimes acclamations, on lut aussi la lettre de S^t Léon à Flavien, et les Pères, y reconnaissant la doctrine apostolique, s'écrièrent : « C'est la foi des Pères ! c'est la foi des apôtres ! nous croyons tous ainsi ! Léon a enseigné selon la vérité et la piété. Cyrille a enseigné de même. Léon et Cyrille ont enseigné la même doctrine. »

Pie et vere Leo docuit. Cyrillus ita docuit. Leo et Cyrillus similiter docuerunt.

Cependant, les Evêques d'Illyrie et de Palestine élevèrent des objections, et craignirent qu'en certains passages la lettre du Pape, en condamnant Eutychés, ne favorisât Nestorius.

Cela prouve-t-il que ces Evêques ne regardaient pas une décision dogmatique pontificale comme immédiatement irréfutable, et se considéraient eux-mêmes comme de vrais juges, ayant le droit de porter un jugement qui ne fut pas une simple déclaration d'adhérence ? Nous n'examinons pas cette question.

Mais que fit le Concile ? Passa-t-il outre à cette opposition ? Dédaigna-t-il cette minorité ? Nullement. Il s'arrêta ; des conférences eurent lieu entre les Légats du Pape Léon, des évêques de la majorité, et ceux de la minorité : et ces conférences ayant éclairci tous les doutes, dans la 4^e session du Concile, la Lettre de saint Léon fut acceptée, à l'unanimité mo-

rale des Pères : car il n'y eut plus que 13 opposants, sur près de six cents Evêques, et ces opposants étaient les Evêques d'Egypte qui simplement ajournaient leur vote jusqu'à ce qu'un successeur eut été donné au patriarche d'Alexandrie, Dioscore, déposé à la session précédente (1). Les actes du Concile témoignent expressément de cette unanimité, (2) et aussi saint Léon, qui dans sa lettre à Théodoret constate trois choses: le dissentiment, l'examen et l'accord définitif sur sa lettre à Flavien : *Ipsa quoque veritas et clarius renituit, et fortius retinetur, dum quae fides prius docuerat, haec postea examinatio confirmavit*. Et encore : *quae nostro (Deus) prius ministerio definierat, UNIVERSÆ fraternitatis firmavit* ASSENSU.

A la session suivante, le respect du Concile pour le principe de l'unanimité se manifesta avec non moins d'éclat. Il s'agissait à cette 5^e session d'une formule de foi, qu'avait dressée une commission nommée par le Concile. La majorité acceptait la formule; la minorité ne l'acceptait pas. La formule ne passa point. Le Concile nomma une nouvelle commission, qui travailla et chercha une nouvelle formule; laquelle ayant réuni enfin l'unanimité des suffrages, fut proclamée (3).

(1) « Quant à la lettre du Pape Léon, disaient ces Evêques, nous ne pouvons pas nous prononcer, car vous savez tous que d'après l'ordonnance de Nicée (canon 6), nous devons attendre le jugement de l'archevêque d'Alexandrie (le successeur futur de Dioscore). » Le Concile n'obligea pas ces 13 Evêques à souscrire à la lettre de St Léon, et ne les anathématisa pas pour ce refus.

(2) Mansi, t. VII, p. 34-47. Hard. t. II, p. 403-414. — Héfélé, t. 3, p. 47.

(3) Mansi, t. VII, p. 111-118; Hard. t. II, p. 455. — Héfélé, *Ibid.* p. 57-65.

Et enfin à la session suivante plus solennelle encore que les précédentes , car l' Empereur Marcien et l' Impératrice Pulchérie y assistèrent avec un grand cortège, l'Empereur, afin qu' il n'y eut aucun doute sur l'autorité du Concile, prit soin de faire constater cette unanimité : « Il demanda si la formule signée à la cinquième session, et qu' on venait de lire, *exprimait les opinions de tous* ; et les Evêques répondirent : Nous croyons *tous* ainsi ; nous avons *tous* signé à l'unanimité. » (1)

Telle fut la règle suivie dans ces grands Conciles des premiers siècles ; et S. Grégoire le grand , qui déclare les vénérer à l'égal des Evangiles, fait consister leur autorité précisément dans cette unanimité : *quia*, dit-il, *UNIVERSALI sunt CONSENSU constituta*.

On a senti la force de ces témoignages, et pour les infirmer, on a eu recours à un argument tout-à-fait inattendu, et qui est bien un des plus étranges sophismes qui se soit jamais imaginé.

La question de savoir si les Conciles œcuméniques ont rendu leurs décrets de foi à l'unanimité morale, est un fait conciliaire. Pour l'établir ou le nier il s'agit simplement de constater ce qui s'est passé dans les Conciles à cet égard ; comment ils ont rendu leurs décisions dogmatiques ; quelle règle ils ont suivie dans l'émission de leurs suffrages ; quel principe a dominé leur conduite.

Or, pour nier ce fait de l'unanimité morale dans les Conciles , qu' est venue dire *la Civiltà Cattolica* ? Elle a allégué ce qui s'est passé *en dehors* des Conciles, et *après* les Conciles ; des faits étrangers

(1) Mgr Héfélé, Ibid. p. 68, 69.

à la tenue des conciles, et aux votes émis dans les conciles.

On ne peut pas oublier plus manifestement les règles de la plus élémentaire logique.

C'est ainsi que la revue romaine prétend nier l'unanimité avec laquelle les Pères du cinquième Concile œcuménique, comme ceux des quatre premiers Conciles, ont rendu leurs dècrets de foi, par cette raison qu'il s'est produit, *après* le Concile, et en *dehors* du Concile, des rèsistances et des schismes!

Voyons donc ici de près ce qui s'est passé à ce V.^e Concile œcuménique, second de Constantinople, tenu un siècle après le Concile de Chalcédoine; car ceci mérite une particulière attention.

Le Nestorianisme, qui divisait la personne de Jésus-Christ, et l'Eutyhianisme, qui confondait en lui les deux natures, avaient été condamnés, l'un à Ephèse, l'autre à Chalcédoine. Cependant, certains écrits, favorables au Nestorianisme, mais dont les auteurs toutefois n'avaient pas été censurés par les Pères de Chalcédoine, circulaient en Orient, et y faisaient revivre les erreurs de Nestorius. Les auteurs de ces écrits étaient Théodore, Evêque de Mopsueste, Théodoret, Evêque de Cyr, et Ibas, Evêque d'Edesse. Théodore de Mopsueste étant mort à l'époque du Concile de Calcédoine, les Pères n'avaient point porté de condamnation contre lui. Mais Théodoret et Ibas avaient été accusés devant le Concile; toutefois comme tous les deux avaient anathématisé Nestorius, le Concile, sans approuver leurs écrits antérieurs, s'était abstenu de les frapper eux-mêmes. Longtemps après, Justinien, voyant que certains écrits de ces trois Evêques troublaient

la paix religieuse , voulut les faire condamner : ces trois chefs de condamnation furent ce qu' on appela les *trois chapitres* , *τρία κεφαλαια*.

La question était délicate : condamner des écrits dont les auteurs ne l' avaient pas été à Chalcédoine , n' était-ce pas porter atteinte à l' autorité de ce grand Concile , particulièrement cher à l' Occident , qui , par la bouche de S. Léon , y avait illuminé l' Orient ? Le Pape Vigile le craignait.

Appelè par Justinien à Constantinople , le Pape Vigile posa , comme Pape , trois grands actes dans cette affaire des trois chapitres , avant , pendant et après le Concile : un *Judicatum* d' abord ; puis un premier et un second *Constitutum*.

Le *Judicatum* (548) était une pièce doctrinale , où le Pape s' expliquait sur les trois chapitres , c' est-à-dire , sur les écrits mis en cause ; et par conséquent sur ce que la théologie appelle des faits dogmatiques , et où il déclarait la foi. Les trois chapitres y étaient condamnés. Mais qu' arriva-t-il ? « Une « très vive opposition se produisit immédiatement « contre le *Judicatum*... Dans bien des provinces « éclatèrent des divisions pour et contre , et par- « fois on alla jusqu' à verser le sang dans les « Eglises. »⁽¹⁾

L' acte du Pape n' ayant donc abouti qu' à susciter de longues et vives discussions dans le monde chrétien , Justinien convoque un grand Concile à Constantinople. Le Pape , présent , refuse d' y assister. Mais tandis que le Concile , pendant déjà six sessions , étudiait activement l' affaire des *trois chapitres* , le Pape publie un nouvel acte , son célèbre

(1) Héfélé, Tom. 3. p. 436—439.

Constitutum, dans lequel, revenant sur ce qu'il avait fait dans le *Judicatum*, il défendait de condamner les trois chapitres. L'acte se terminait par ces paroles : « Nous ordonnons qu'il soit défendu à toute « personne ecclésiastique d'*entreprendre ou d'ensei-*
« *gner* quelque chose de contraire au présent *Con-*
« *stitutum*, au sujet des *Trois chapitres*. » (1)

Nonobstant ce grand acte pontifical, le Concile passe outre, et dans la huitième et dernière session, condamne solennellement les *Trois chapitres*.

Nous n'entrons pas dans l'examen des graves questions théologiques que ces faits ont soulevées : Mais nous constatons que cette condamnation fut portée à l'unanimité des Pères du Concile. « Tous les Evêques présents signèrent les 14 anathèmes. » (2)

Quelque temps après, le Pape, retirant par un second *Constitutum* le premier, comme par le premier il avait retiré le *Judicatum*, confirma le Concile. Mais qu'arriva-t-il encore? C'est que ce second *Constitutum* fut aussi suivi, pendant des années, de troubles profonds, dans tout l'Occident.

Voilà les faits.

Comment *la Civiltà* peut-elle se prévaloir de ces résistances opposées à un Concile confirmé par un Pape, pour nier l'unanimité des suffrages des Pères à ce Concile, quand, d'une part, il est évident que ces résistances sont étrangères au Concile, et quand, de l'autre, l'histoire atteste formellement que tous les Pères du Concile signèrent les décrets de foi?

Il y eut des résistances aux décrets du second

(1) *Ibid.* p. 502. — (2) *Ibid.* p. 519.

Concile de Constantinople ; oui ; mais ce que l'on contestait alors , en Gaule , en Italie , en Illyrie , en Afrique , ce n'était pas le principe de l'autorité des Conciles œcuméniques , puisque précisément on ne résistait à l'assemblée, non œcuménique d'abord de Constantinople , et à deux actes *Ex Cathedra* d'un Pape , au *Judicatum* et au second *Constitutum* , que par respect pour le Concile de Chalcédoine. Est-ce-là, pour le dire en passant, une preuve qu'en ce temps on croyait à l'immédiate irréformabilité des jugements pontificaux ?

Quoi qu'il en soit , il est évident que le fait de l'unanimité des Pères de Constantinople ne peut en rien être atteint par ce qui a pu se passer ultérieurement , et en dehors de ce Concile.

La *Civiltà* n'essaie même pas de nier l'éclatante unanimité attestée par les actes du VI Concile. L'Empereur Constantin Pogonat en effet, prit soin, à l'exemple de l'Empereur Marcien , de faire constater cette unanimité ; les Legats et les Pères lui attestèrent « que la définition de foi avait été rendue « de leur plein et unanime consentement. » (1) Mais elle retombe dans son sophisme au sujet du VII^e , tenue à Nicée en 787, contre les Iconoclastes. — La *frémissante minorité* dont elle parle se rencontra au dehors , non au sein du Concile lui-même.

Au sein du Concile, voici ce qui se passa :

A la deuxième session, deux lettres du Pape Adrien sont lues devant les Pères , et , « interpellés « par les légats de déclarer s'ils recevaient les let-

(1) *Somme des Conciles*, par l'abbé Guyot, t. 1, p. 321.

« tres du Très Saint Pape de l'ancienne Rome :
« Nous les approuvons, les recevons, les suivons,
« répéta *tout le Concile* ; et *tous les Evêques* les
« souscrivirent l'un après l'autre. »

A la 4^{me} session , une profession de foi est lue devant le Concile : « Cette définition fut souscrite
« par les deux légats, les premiers, ensuite par le
« Patriarche de Constantinople, par *plus de trois-*
« *cents* Evêques : » et de plus par les abbés et procureurs des Evêques absents ; c'est-à-dire par *tout le Concile* unanimement.

A la 7^{me} session , le décret sur les saintes images « fut souscrit par TOUS LES EVÊQUES, au nom-
« bre de trois cent cinq, y compris les procureurs
« d'Evêques absents. »

Enfin , à la session huitième et dernière , tenue en présence de l'Empereur, de l'Imperatrice et de toute la cour , « la définition dogmatique fut lue ,
« et après que les Pères, sur la demande de l'Em-
« pereur , eurent *unanimement proclamé* qu'elle
« était l'expression de la foi orthodoxe , Iréne et
« Constantin y apposèrent leur signature. » (1)

Peut-on nier une unanimité ainsi attestée par l'histoire, sous prétexte qu'en dehors du Concile il y avait une *minorité frémissante* ?

Pour ce qui est du VIII.^e Concile , l'unanimité avec laquelle ont été rendus les décrets de foi, n'est pas contestée par *la Civiltà*, et est en effet incontestable.

Voilà pour les Conciles tenus en Orient.

(1) Ibid., T. 1. p. 437-457.

Quant à ceux célébrés en Occident, au moyen âge, sur lesquels se tait la *Civiltà*, il est également incontestable que tout ce qui a été décrété sur la foi, par les Pères des Conciles de Lyon, de Vienne, de Latran, l'a été d'un consentement unanime : L'histoire n'a gardé la trace d'aucun dissentiment.

De même, à Constance, en 1414, il y eut, on le sait, d'ardents débats. Mais tout ce qui s'est fait là, conciliairement, *conciliariter*, en matière de foi, l'a été encore à l'unanimité.

Au Concile de Florence, tenu en 1439, dans le but de réunir l'Orient à l'Occident, le respect de la minorité, le principe de l'unanimité morale nécessaire aux décrets de foi, fut posé explicitement et doctrinalement. Les Grecs en effet, c'est-à-dire la minorité, ne pouvaient pas s'engager dans la discussion, avant d'avoir éclairci ce point capital. Tout le monde connaît les célèbres paroles de Bessarion dans le discours dogmatique qu'il prononça en plein Concile : « *Debere Ecclesiam Dei unum in locum congregatam de rebus dubiis judicare, ac secundum præcepta divinæ legis COMMUNI OMNIUM CONSENSU ferre sententiam.* »

Et encore : « *Assueverant iidem majores nostri communiter hæc agi debere, et QUÆ COMMUNIA SUNT COMMUNI CONSENSU oportere terminari.* »

Telle fut la doctrine proclamée, approuvée et pratiquée au Concile de Florence.

Le décret d'union qui débutait par ce cri de joie : *Lætentur cæli et exultet terra!* fut débattu article par article, phrase par phrase, mot par mot; et ce n'est que quand on fut tombé d'accord, qu'il fut publié solennellement.

Au V.^e Concile de Latran, la plus forte opposition compta *cinq* votes, le vingtième du chiffre total.

Nous arrivons au Concile de Trente. Là, le principe de l'unanimité morale en matière de définition dogmatique a été proclamé et appliqué avec encore plus d'éclat. Sur ce point les renseignements abondent.

Trois fois, en effet, le Concile de Trente s'arrêta devant le principe de l'unanimité; sur trois points des plus graves, longtemps et ardemment débattus, le Concile se refusa à faire des définitions, par respect pour la minorité; ce sont les questions de la résidence, de la juridiction épiscopale, et du pouvoir pontifical.

La résidence est-elle obligatoire de droit divin? Une majorité des trois quarts des voix était acquise, le 20 avril 1562, aux partisans du droit divin: cette majorité se refusa à écraser la minorité.

Le Pape Pie IV lui-même s'y opposa formellement, et ce fut alors, au témoignage d'un des Pères du Concile, Mgr l'archevêque de Zara, qu'il écrivit à quelques Pères du Concile cette parole célèbre, plusieurs fois redites par lui à ses Légats dans ce Concile: Il ne faut pas faire de définition, à moins d'un accord unanime entre les Pères (1).

(1) Lettre de l'Archevêque de Zara, 20 juillet 1562. — Muzius Calini, Archevêque de Zara, un des Pères du Concile de Trente, nous a laissé une correspondance très précieuse, cent trente trois lettres, adressées par lui de Trente (du 3 octobre 1561 au 6 décembre 1563) au Cardinal Cornara, Camerlingue de sa sainteté à Rome, et qui contiennent l'histoire quotidienne et détaillée de tout ce qui se passait au Concile. Ces lettres étaient immédiatement communiquées à S. Charles Borromée. — Mansi les a publiées.

La juridiction épiscopale est-elle tout entière dans le Pape , comme dans sa source , d'où elle émane sur les autres prélats inférieurs ? La question , dit Pallavicini , fut souvent remise en délibération , mais l'accord n'ayant jamais pu s'établir sur ce point , le Concile s'abstint de faire , soit une définition formelle , soit un de ces actes ambigus et douteux , qui ne concilient , ni ne décident rien. C'était encore ce que le Pape avait voulu formellement : « Le Pape empêcha qu'on ne fit , par un « désir aveugle de la paix , un décret équivoque , qui « aurait renfermé un germe de sédition et de guerre. « *Sa volonté était que l'on définît clairement et « sans ambiguïté* CE SUR QUOI ON ETAIT D'ACCORD , « *mais qu' on ne touchât pas aux articles* SUR LES- « QUELS IL Y AVAIT DISSIDENCE D'OPINION. *C'est ce « qu' on fit.* » (1)

Enfin , sur la question des prérogatives pontificales , on sait les vives discussions qui agitèrent , à plusieurs reprises , l'auguste assemblée. On peut dire en toute vérité que nos controverses d'aujourd'hui ne sont rien à côté de celles-là. Et les débats de Trente sur ce point ne sont eux-mêmes rien à côté de ceux de Constance et de Bâle. En sorte que les raisons qu' on allégué aujourd' hui , pour prouver la prétendue nécessité d' une définition , ne sont rien elles-mêmes à côté de celles qu' on eût pu alléguer à Trente. Aussi , les Légats , perdant patience , eurent un moment la tentation d' en finir par un coup de majorité. Mais le Cardinal de Lorraine leur fit entendre , que cette manière d' en finir , ne finirait rien ;

(1) Pallavicini Liv. xxiv. Cap. xiv. N. 12.

au contraire. « Le Cardinal de Lorraine, prévenu de
« ce qui s'était passé, écrit l'archevêque de Zara, (1)
« a dit que si on songeait à faire passer le canon
« à la simple majorité, nous verrions une grande
« scission dans l'Eglise de Dieu. Vous le voyez,
« poursuit l'archevêque de Zara, la question est sé-
« rieuse. Voilà où nous en sommes réduits, en grande
« partie par l'imprudence, pour ne pas dire la malice
« de certaines gens, *qui s'affichent comme les*
« *champions du Saint Siège.* »

Mais le Saint Siège eut plus de sagesse que ces
ardents champions. Voici, en effet, ce que nous ra-
conte encore Pallavicini: « LES NEUF DIXIÈMES de l'as-
« semblée, s'accordaient pour la confirmation de ce
« fameux décret, qui établissait la superiorité du Pa-
« pe sur le concile (c'est ainsi que Pallavicini inter-
« prète le décret de Florence). Le Pape cependant,
« voyant que cela répugnait à plusieurs français, et à
« un petit nombre d'autres, accédant aux prières du
« Cardinal de Lorraine, qui lui représenta les trou-
« bles qui en résulteraient, consentit à mettre en-
« core cette proposition de côté. » (2)

Qui n'admirerait, avec Pallavicini, la sagesse de ce
grand Pape, et « son amour de la concorde? » Qui
peut dire en effet ce qui serait résulté, pour l'avenir
de ce concile, dont la discipline malheureusement ne
put pas même être reçue partout, si, dans une aussi
grave définition dogmatique, il eut voulu passer par-
dessus des résistances plus fortes encore par la valeur,
que par le nombre des opposants? C'est dans de pa-

(1) *Avenir Catholique*, 21 avril 1870 — (2) Pallavicini, Liv.
xix. Cap. xv. N. 3. — Ibid. l. xxiv, c. xiv, n° 12.

reilles questions surtout qu'il faut peser les voix, et non pas seulement les compter.

Que l'on prenne tous les décrets *dogmatiques* de Trente, l'un après l'autre, et l'on verra que tous ont été rendus à l'unanimité morale. Ainsi les décrets sur la justification, après des débats de six mois, ainsi les fameux canons sur l'Ordre, ainsi toutes les définitions dogmatiques.

On nous oppose ici deux décrets, celui sur le Canon des Livres Sacrés, et la clause sur l'Immaculée Conception.

Mais quant au décret sur les livres saints, la *Civiltà* est tombée dans une complète erreur. Elle a confondu les divergences qui se sont produites pendant les discussions préparatoires, avec l'incontestable unanimité obtenue par le décret, dans le vote définitif, en session publique, le 8 avril, 1546. Or toute la question est là.

Et même, dans les discussions préparatoires, ce n'est pas sur le décret en lui-même, mais sur la question de savoir si on frapperait d'anathème et d'excommunication quiconque rejetterait quelqu'un des livres canoniques, que les divergences d'opinion se produisirent.

L'Immaculée Conception, n'est pas citée avec plus de bonheur par la revue romaine : car cet exemple loin de prouver pour sa thèse, prouve contre elle.

La clause en effet n'était pas une définition de foi ; mais une clause purement négative, qui ne définissait rien.

La définition cependant avait été vivement réclamée. Elle n'eut pas lieu, et pourquoi ?

Précisément par respect pour la minorité, et pour

le principe de l'unanimité. La doctrine de l'Immaculée Conception rencontrait encore à cette époque dans l'Eglise une contradiction ; contradiction bien faible, pourtant, et à peu près de la seule école dominicaine. C'en fut assez pour que les Pères de Trente s'abstinssent de faire la définition, que Pie IX fit plus tard, mais dans les conditions d'unanimité quo nous dirons tout à l'heure.

Ainsi donc, voici la pratique certaine du Concile de Trente : il ne rend ses définitions dogmatiques qu' à l'unanimité ; quand il n'arrive pas à cette unanimité, il s'abstient de définir.

Comment, après des faits aussi certains, aussi notoires, *la Civiltà* a-t-elle pu dire, que la règle tracée par le Pape Pie IV au Concile, *ne definirentur, nisi ea, de quibus inter patres unanimi consensu constaret*, le fut à titre d'exception ? Pie IV au contraire se fondait sur la pratique constante et inviolable des Conciles, et nous le savons positivement ; car c'est ce qu' a déclaré expressément aux Pères de Trente qui avaient écrit à Pie IV, lors des débats sur la résidence, le prélat chargé de leur porter la lettre du Pape, Mgr de Lanciano. C'est encore l'archevêque de Zara qui l'atteste : « En terminant sa lettre, raconte
« cet archevêque, le Saint-Père s'en réfère à ce que
« Mgr de Lanciano nous dira en son nom. » Or, que dit aux Pères Mgr de Lanciano, au nom du Pape ? « Il
« nous confirma, continue l'Archevêque de Zara, la ré-
« solution du Saint Père, qu' il ne fût plus question de
« la résidence, à moins d'un accord commun : ATTEN-
« DU QUE DANS AUCUN CONCILE ON n'était arrivé à UNE
« DEFINITION DOGMATIQUE, si ce n'est DANS CES CON-
« DITIONS ; ou du moins avec une majorité telle,

« qu'elle permettait de ne pas tenir compte de *quelques dissidents trop peu nombreux pour fournir un chiffre notable.* » (1)

Voilà la vérité sur la pensée du Pape Pie IV, et relativement à la tradition des Conciles œcuméniques.

II

Telle est donc, attestée par l'histoire de tous les Conciles œcuméniques, la constante pratique de l'Eglise dans ces grandes assemblées.

Cette pratique est conforme à l'essence même des jugemens dogmatiques : elle n'est que la mise en œuvre d'une loi que les conciles devaient nécessairement suivre ; car c'est à l'unanimité, à l'universalité d'une doctrine, que les Pères, que les Papes, que les grands théologiens, que les témoins les plus autorisés de la tradition reconnaissent cette doctrine comme catholique ; et dès lors, pour la proclamer telle dans un Concile, pour la définir, c'est à son universalité, et par conséquent à l'unanimité de leurs suffrages sur cette question, que les Pères d'un Concile doivent regarder.

Quelques grands noms, pris à toutes les époques ; Vincent de Lérins et S. Augustin ; les Papes S. Leon, Vigile et S. Grégoire le Grand, et même Justinien, pour l'antiquité ; parmi les modernes, le Cardinal de Cuza, Melchior Cano, Diego Payva, théologien du roi de Portugal, et Laynez, théologien du Pape au Concile de Trente ; le Concile de Trente lui-même ; et dans les

(1) Lettre du 20 Juillet 1562.

temps plus récents, Tournély, Muzzarelli, le Cardinal Vizzardelli; nous nous bornerons à citer ces autorités; elles suffisent.

Quod ubique, quod semper, quod ab omnibus, ce qui a été cru *de tous, toujours, partout*, selon l'admirable formule de Vincent de Lérins, voilà ce qui est vraiment et proprement catholique: *Hoc est vere proprieque Catholicum*; ainsi, dit il, que l'indique le sens et la force de ce mot, *quod ipsa vis nominis ratioque declarat*. Donc l'universalité, c'est-à-dire l'unanimité, tel est le principe catholique. (1)

Mais, dit *la Civiltà*, ce principe est positif, et ne doit pas être pris dans un sens négatif et exclusif; c'est-à-dire, cela est sans doute catholique *quod ubique, quod semper, quod ab omnibus*; mais non pas uniquement et exclusivement cela.

Nous prions *la Civiltà* de vouloir bien lire et citer le texte de Vincent de Lérins tout entier, et de méditer surtout ces paroles :

« Nous suivrons l'universalité en confessant que
« L'UNIQUE et VRAIE FOI, c'est *la foi que confesse par*
« *le monde l'Eglise* TOUT ENTIÈRE: Sequemur autem
« *universitatem hoc modo, si hanc UNAM fidem veram*
« *esse fateamur, quam TOTA per orbem terrarum*
« *confitetur Ecclesia.* » Voilà donc exclu de l'unique foi, de ce qui est certainement la foi, ce qui n'est pas la foi de TOUTE L'EGLISE, ce qui n'est pas universel, c'est à dire unanime; et la pensée de Vincent de Lérins doit s'entendre dans un sens aussi bien négatif que positif.

Donc, concluons-nous, pour définir la foi Catho-

(1) *Commonitorium.*

lique, les Pères d'un Concile doivent représenter la foi que confesse, non pas une partie plus ou moins grande de l'Eglise, mais TOUTE L'EGLISE : c'est à dire être unanimes.

On a dit encore, car l'autorité de Vincent de Lérins est si haute ici, qu'on a fait de grands, mais très vains efforts, pour l'écarter, on a dit: Vincent de Lérins expose les conditions du dogme catholique ; mais non pas les conditions de la définition de ce dogme.

Nous répondons : En exposant directement les unes, Vincent de Lérins expose indirectement les autres, par voie de conséquence nécessaire; car les conditions de la définition du dogme résultent évidemment des conditions mêmes du dogme, et par conséquent ce qui ne serait pas dans les conditions d'un dogme de foi, ne pourrait pas être défini comme dogme de foi: c'est du bon sens.

Puis donc que, selon Vincent de Lérins, la condition essentielle d'un dogme catholique, c'est la catholicité, c'est-à-dire l'universalité, l'unanimité, il s'ensuit évidemment, selon Vincent de Lérins, que la condition d'une définition dogmatique, c'est aussi la catholicité, l'unanimité, et que cela ne pourrait être défini comme dogme catholique, qui ne serait pas cru à l'unanimité.

L'objection, nous en demandons bien pardon, n'est vraiment qu'une argutie.

Mais, insiste-t-on, Vincent de Lérins n'admet-il pas lui-même le cas où l'antiquité d'une doctrine et son universalité seraient séparées?

Oui sans doute, à un moment donné: mais qu'importe? Un dissentiment peut se produire sur un point de

foi, et l'unanimité de la croyance être un moment rompue: Vincent de Lérins ne l'ignore pas. Mais alors, que dit-il? Il dit: Laissez le dissentiment d'aujourd'hui, et cherchez l'unanimité d'autrefois. Ce que vous trouverez avoir été cru autrefois, unanimement, voilà la foi de l'Eglise: « *Tunc operam dabit, ut collatas inter se majorum consulat interrogetque sententias... Et quidquid NON UNUS AUT DUO tantum, sed OMNES pariter UNO EODEMQUE CONSENSU aperte, frequenter, perseveranter tenuisse, scripsisse, docuisse cognoverit, id sibi quoque intelligat absque ulla dubitatione esse credendum.* » C'est-à-dire, quand un dissentiment s'élève, et que l'unanimité de la croyance est rompue, pour connaître ce qui est la foi de l'Eglise, cherchez ce qui a été cru anciennement, et non par un ou deux docteurs, mais par tous, *omnes*, unanimement; cherchez l'antiquité et l'unanimité: toujours l'unanimité.

Saint Augustin professe expressément la même doctrine. Nous en pourrions citer bien des témoignages; le suivant suffira. Le saint docteur parle de la validité du baptême donné par les hérétiques, validité que saint Cyprien avait méconnue. « Pour nous, dit Saint Augustin, nous n'oserions pas affirmer cette validité, si nous ne nous appuyons pas sur l'autorité très concordante, c'est-à-dire très unanime, de l'Eglise universelle. Et lui-même Cyprien, sans aucun doute, s'y rendrait. »

Nec nos ipsi tale aliquid auderemus asserere, nisi UNIVERSAE ECCLESIAE CONCORDISSIMA auctoritate firmati; cui et ipse (Cyprianus) sine dubio cederet. (1)

. (1) De Bapt. L. II, C. IV, n. 5.

Peut-on exprimer plus énergiquement la nécessité de l'unanimité dans ce qui doit être la foi ? Car il est bien évident que là où il n'y a pas l'unanimité, *l'autorité* TRÈS CONCORDANTE DE L'EGLISE UNIVERSELLE ne se trouve pas.

Nous avons cité plus haut Saint Léon constatant le consentement unanime avec lequel les Pères de Chalcédoine avoient approuvé sa lettre à Flavien: ses paroles ne constatent pas seulement un fait, mais une doctrine; relisons les: « Ce que Dieu, dit-il, « avait d'abord défini par notre Ministère, il l'a « confirmé par l'assentiment unanime de tous les « Evêques nos frères.. Et la vérité brilla avec plus « d'éclat lorsque ce que la foi avait d'abord ensei- « gné, l'examen dans la suite le confirma.

Quae nostro (Deus) prius ministerio definierat, UNIVERSAE fraternitatis firmavit ASSENSU.... Ipsa quoque veritas et clarius renituit, et fortius retinetur, dum quae fides prius docuerat, haec postea examinatione confirmavit.

Et le Pape Vigile, dans la formule de foi placée par lui en tête de son célèbre *Constitutum*, où voit-il précisément la force des décisions dogmatiques des grands Conciles? Dans le consentement unanime des Pères: « Tout ce qui, dit-il des quatre « premiers Conciles, y a été décidé d'un commun « consentement, avec les Vicaires du Siège Aposto- « lique, voilà ce que nous vénérons comme ortho- « doxe, et ce que nous acceptons. »

Quaecumque COMMUNI CONSENSU, cum legatis atque Vicariis Sedis Apostolicae orthodoxe ibidem dicta sunt, ea orthodoxa veneramus atque suscipimus (1).

(1) Hard., t. 2, p. 114.

Donc il faut, dans les décisions dogmatiques des Conciles, le commun consentement.

Et le Pape Vigile répétait souvent à l'Empereur que cette affaire des trois chapitres, qui semblait mettre en cause le Concile de Chalcédoine, devait être traitée d'un CONSENTEMENT UNANIME. Il se refusait à porter seul ici un jugement:

Quia SINE CONSENSU OMNIUM ista, quae et Synodum Chalcedonense in dubium venire faciunt, et scandalum fratribus meis generant, solus facere nullatenus acquiescam (1).

Rappelons encore ici le mot cité plus haut de saint Grégoire-le-Grand sur les Conciles. « Leurs constitutions, ayant été faites *d'un consentement unanime*, « c'est soi-même et non pas les Conciles qu'il détruirait, celui qui voudrait ou délier ce qu'ils lient, ou « lier ce qu'il délient. » — *Quia dum Universali sunt Consensu Constituta*, se et non illa destruit, quisquis praesumit aut solvere quod ligant, aut ligare quod solvunt.

Ainsi, le *consentement unanime*, voilà ce qui fait, au témoignage de Saint Grégoire, la force des décisions conciliaires.

La loi du commun consentement, ou de l'unanimité morale dans les Conciles, était tellement la doctrine, reçue, notoire, incontestée, aux siècles des grands Conciles, que nous la trouvons attestée par l'empereur Justinien lui-même dans son Edit sur les trois chapitres : nous le citons, non pas comme une autorité théologique, mais comme un témoin du

(1) Epistola Legatis Francorum ab Italiae clericis directæ.
Mansi, T. IX. p. 153.

temps. « Ce n'est pas à ce que quelques uns peuvent
« dire que l'on fait attention : ce qui fait loi, c'est cela
« seulement qui est défini par un *commun consen-*
« *tement.* »

« Oportet etiam illud attendere, eos qui veritatem perscrutantur, quod forsitan in Conciliis quædam a certis ibi convenientibus dicuntur, aut per favorem, aut per contrarietatem, aut per ignorantiam. Nemo autem attendit ea quæ per partem a quibusdam dicuntur, sed *sola illa quæ COMMUNI CONSENSU definiuntur.* » (1)

Toujours le commun consentement, comme la règle invariable. Ainsi pensait l'antiquité.

Arrivons aux temps modernes.

L'illustre Cardinal de Cusa ne voit de sécurité pour une décision conciliaire, en matière de foi, que si l'unanimité est parvenue à se faire dans le concile, et si, par cet accord, les votes sont enfin ramenés à l'unité : sans cela, il demande que le Concile ne décide pas : « Aucune conclusion, dit-il, SURTOUT EN MATIÈRE DE FOI, » c'est-à-dire aucune définition dogmatique, « *ne présenterait de sécurité*, si les suffrages des Pères n'étaient enfin ramenés à l'unité; » non pas sans doute à l'unité absolue, mais à l'unanimité morale; « ainsi, ajoute le savant Cardinal, que *cela a eu lieu dans tous les Conciles : Nulla conclusio, maxime in materia fidei, ESSET SECURA, nisi ad unitatem vota reducerentur, SICUT IN OMNIBUS CONCILIIS LEGIMUS ACTUM.* » (2)

Melchior Cano, partisan, comme chacun sait,

(1) *Hard. Concil. t. 2, p. 77.*

(2) *De concordia catholica, lib. II, cap. XV.*

très résolu de l'infailibilité pontificale, ne l'est pas moins de la nécessité de l'unanimité :

« Je nie, dit-il crument, qu'en matière de foi
« il faille suivre la Majorité (comme telle), comme
« s'il s'agissait d'une élection. Nous savons que
« ce qui plaît au plus grand nombre, n'est pas tou-
« jours le meilleur.

« Nego, cum de fide agitur, sequi plurimorum
judicium oportere. Nec hic, ut in humanis vel elec-
tionibus vel judiciis, ex numero suffragiorum sen-
tentiam metimur. Scimus frequenter usu venire, ut
major pars vincat meliorem. Scimus non ea sem-
per esse optima quae placent pluribus. » (1)

Ce qu'entend récuser ici Melchior Cano ce n'est pas assurément l'unanimité des docteurs, mais la simple majorité, contredite par une minorité suffisante; c'est la puissance du nombre, abstraction faite du poids des raisons, et de la valeur des hommes.

Le célèbre Cardinal Jacobatius enseigne de même expressément que la majorité numérique, dans les Conciles œcuméniques, quand il s'agit de nouvelles définitions dogmatiques, et de matières controversées entre les Pères, *materia super qua est controversia inter Patres*, n'a pas nécessairement raison, quelque grande que soit cette majorité, *quantumcunque esset major numero*, et ne doit pas nécessairement l'emporter : *nec semper in CONCILIIS GENERALIBUS attendi debet majoritas numeri. . . . nec semper arguendum est a MULTITUDINE* (2).

Et plus haut, il avait dit formellement : *Si loqui-*

(1) *De auct. concil.* Lib. V, Cap. V, quæes. 2.

(2) *De Concilio* Lib. VI. de discordantia Patrum in Concilio, p. 259 (Edit. Palmé).

mur in causa fidei super articulo nondum definito et loquimur in judicio discretivo, quand il y a doute, *in dubio, videretur regulariter potius standum judicio universalis Concilii.*

L'unanimité morale ne fut pas seulement la pratique du Concile de Trente, comme nous l'avons vu, elle fut aussi la doctrine expresse de ses plus grands théologiens. « On a beau, dit l'un d'eux, Diego Payra, « le théologien du roi de Portugal , chercher avec « soin la vérité, RIEN N'EST FAIT, tant qu'un certain « nombre d'hommes graves et autorisés sont en dis- « sentiment *avec la majorité.* » La majorité ne suffit donc pas , aux yeux de ce théologien , pas plus qu'elle ne suffisait aux yeux des Pères de Trente. Les Pères , dit-il , voulaient un suprême accord. « Les Pères répétaient sans cesse entr'eux , que « les mystères de la religion ne se doivent défi- « nir dans un Concile, qu'avec *le plus grand con- « sentement* des Pères. Telle est la règle, ajoute ce « théologien, quand il y a une question sur un point « de doctrine. »

« Qua tamen veritatis tam diligenti ac seria disquisitione transacta , NIHIL CONFICITUR , quamdiu graves aliquot et spectati viri a majore parte dissentiunt. Patres illud crebris sermonibus usurpabant religionis misteria nonnisi SUMMA Patrum *consensione* edisseri. Et haec quidem , ubi *de religione* quaestio extitit. » (1)

Le savant jésuite Laynez pensait de même, lorsque, dans le discours célèbre qu'il prononça sur la juridiction épiscopale, il conclut en disant « qu'il ne

(1) *Defens. Tridentina fidei, lib. 1, p. 42.*

« fallait rien définir dans une question sur laquelle
« les docteurs étaient si partagés; qu'un Concile n'é-
« tait pas assemblé pour décider les questions agi-
« tées dans l'école, mais pour condamner les hérè-
« sies » (1).

Ce ne sont pas seulement les Théologiens du Concile de Trente, c'est le Concile lui-même que nous pouvons invoquer ici : Est-ce en effet la majorité, n'est-ce pas au contraire l'unanimité, le consentement unanime des Pères, qu'il proclame, comme la règle de la foi, quand il défend d'interpréter l'Écriture contrairement au sens tenu par la Sainte Église ?

Or, on a dit: UNANIMIS CONSENSUS PATRUM ET ECCLESIAE SENSUS IN IDEM RECIDUNT... *Etenim unanimis ille consensus Patrum Ecclesiae sensum et fidem testatur, et Ecclesia semper professa est se Patrum vestigiis insistere*, ET DOCTRINAE UNANIMI INHAERERE.

Il n'y a rien à ajouter à la clarté et à la portée de ces paroles.

Pour les temps qui suivent le Concile de Trente, nous citerons d'abord Tournely, qui s'est exprimé, sur cette question, avec sa précision et sa netteté habituelles :

« Quand c'est, dit-il, seulement une petite mi-
« norité qui réclame, l'unanimité n'en existe pas
« moins. Mais si, avant une définition, il y a de
« nombreuses résistances, et si les opposants sont des
« Evêques illustres et éminents, pas l'autorité ou
« la dignité de leurs sièges, dans ce cas la ques-
« tion ne peut pas être tranchée par la simple

(1) Le P. Prat, *Histoire du Concile de Trente*, liv. V, p. 209.

« *majorité numérique* : Mais IL FAUT LA RÉSERVER
« POUR UN PLUS MUR EXAMEN. »

« Respondeo perfectam reipsa esse unanimitatem, quando pauci tantum numero reclamant: Si vero *ante latam definitionem* PLURES FUERINT QUI RECLAMENT; si auctoritate vel dignitate sedis illustres ac conspicui; *tunc* non ex una simpliciter, ac mathematice sumpta pluralitate res ultimo dijudicanda est ac terminanda, SED MATURIUS EXPENDENDA (1).

On voit par ces remarquables paroles, que quand il s'agit d'apprécier la valeur d'une minorité, le bon sens de Tournely ne veut pas seulement que l'on compte les voix, mais qu'on les pèse; et que dans cette appréciation nécessaire, on regarde à la valeur des personnes, *illustres ac conspicui*, et à l'importance des Eglises, *auctoritate vel dignitate sedis*. Tournely affirme que devant une telle minorité, avec laquelle ne subsiste plus l'unanimité morale, le Concile doit s'arrêter; et que la question doit être réservée à un plus mûr examen et à une décision ultérieure.

L'unanimité morale est également déclarée nécessaire pour les définitions de foi, par le célèbre Muzzarelli. Il en parle comme d'une chose reconnue par tous les théologiens. L'unanimité morale, le consentement moralement unanime des Evêques, ces expressions lui paraissent tellement consacrées qu'elles se retrouvent fréquemment sous sa plume. Citons-en quelques exemples.

Traitant de l'examen qui fut fait au Concile de Chalcédoine de la fameuse lettre de S. Léon, que

(1) De Ecclesia, T. 1 p. 534.

582 Pères avaient approuvée, il pense que le Concile aurait pu ne pas tenir compte des réclamations élevées par quelques Evêques: « Car CE QUI EST RE-
« quis, dit il, dans les Conciles œcuméniques, com-
« me dans l'Eglise dispersée, *par tous les docteurs*
« orthodoxes, ce n'est pas un consentement una-
« nime physiquement et absolument, mais un con-
« sentement MORALEMENT UNANIME : *Cum in Conci-*
« *liis œcumenicis, sicut in Ecclesiâ dispersâ, CON-*
« SENSUS MORALITER UNANIMIS REQUIRATUR PER OMNES
« ORTHODOXOS DOCTORES, *non consensus physice et*
« *absolute unanimis.* » (1)

Notons ici ces deux expressions : *requiratur*, il faut, et : *per omnes orthodoxos doctores*, c'est l'enseignement universel. Voilà ce que declare Muzzarelli.

Ailleurs il soutient que le Pape ne peut pas être séparé de l'épiscopat, ni l'épiscopat du Pape; mais qu'entend-il par l'Episcopat? La simple majorité numérique des Evêques? Non, mais leur *unanimité morale*: *Judicium Episcoporum per MORALITER UNANIMEM consensum nunquam, sive in Concilio, sive extra Concilium, a judicio S. Pontificis dissidebit.* (2)

Ceux qui ont peine à comprendre un gouvernement collectif en matière de foi, peuvent voir ici que Muzzarelli le comprenait très bien. Les Evêques, selon lui, peuvent porter un jugement, soit en Concile, soit en dehors d'un Concile; c'est quand ce jugement sera porté, non point par la majorité seule-

(1) De Auctoritate Romani Pontificis T. 2, C. V § VI.

(2) (Ibid.) T. I. C. IV.

ment, mais par l'unanimité morale des Evêques, *per consensum moraliter unanimum*, qu'il sera, selon Muzzarelli, nécessairement d'accord avec celui du Pape.

Ailleurs, exprimant la même pensée, il dit: Ce n'est pas au Souverain Pontife contre le *Collegé universel des Evêques*, ni au *Collège universel des Evêques* contre le Souverain Pontife que Jesus-Christ, a promis l'infailibilité: il l'a promise au Chef uni aux membres et aux membres unis au Chef: *Nec Pontifici contra UNIVERSALE COLLEGIUM Episcoporum, neque UNIVERSALI episcoporum COLLEGIO contra S. Pontificem Christus infallibilitatem promisit* (1).

Muzzarelli entend, ainsi qu'il l'a expliqué plus haut, non pas l'universalité, l'unanimité, dans un sens physique et absolu; mais l'*unanimité morale*. C'est tellement le mot consacré pour lui, qu'il le reproduit à la page suivante: *Necesse est ad irreformabilitatem decretorum Papae in causis fidei vel morum consensus MORALITER UNANIMIS collegii Episcoporum* (2).

Seulement, conformément à sa doctrine, il pense que ce consentement ne fera jamais défaut: *Consensio nunquam deesse poterit*.

La doctrine de Muzzarelli sur ce sujet est aussi celle du savant Cardinal Vizzardelli, qui fut professeur de droit Canon à l'Université de Bologne et à Rome. Ses écrits ne sont pas imprimés, mais les manuscrits existent et un grand nombre de ses élèves encore vivants les conservent; on y lit:

« Quand il s'agit de définir le dogme, la coutume

(1) Ibid.

(2) Ibid.

« des Conciles est de ne décider, que s'il y a LE
« CONSENTEMENT MORALEMENT UNANIME des Evêques;
« c'est-à-dire une unanimité telle , qu'elle subsiste
« nonobstant une faible contradiction.

« In dogmatibus definiendis, non consuevit decretum
« fieri, nisi consensio fuerit quadam ratione unanimis;
« ea nempe consensio cui nonnullorum contradictio
« non obest (1).

Aussi, jusqu' à ces tout derniers temps, n'avait-on pas songé à contester cette vérité ; et récemment encore, traitant du Concile de Trente au point de vue que nous occupé, un Père de la Compagnie de Jesus écrivait :

« Il est à remarquer que le Concile de Trente
« n'imposait rien à notre foi qui n'eut obtenu à *peu*
« *près l'unanimité des votes*. L'obligation de croire
« est une chose *si grave* , le droit de lier les in-
« telligences est un droit *si auguste et si impor-*
« *tant* , que les Pères pensaient n' en devoir user
« qu'avec *la plus grande réserve et la plus extrê-*
« *me délicatesse*. Non-seulement les opinions pro-
« bables, mais les sentiments même étranges, sin-
« guliers , du moment qu' ils étaient soutenus par
« quelques théologiens orthodoxes, devenaient une
« raison suffisante de changer la rédaction des dé-
« crets, de peur de paraître condamner AUTRE CHO-
« SE QUE L'HÉRÉSIE. » (2)

Le savant Jésuite , rédacteur des *Etudes Religieuses* , écrivait cela , mais à Paris , et en 1868 : tandis que les Pères de *la Civiltà* écrivaient à Ro-

(1) M. SS lib, 2, c. 6, n. 103.

(2) *Etudes relig., hist. et litt.* Janvier 1868.

me, et en 1870, en présence de l'imposante minorité qui s'est déclarée au Concile.

Nous bornerons ici ces citations: elles suffisent assurément à démontrer que le sentiment qui requiert l'unanimité morale dans les Conciles pour les définitions de la foi est, non pas une théorie nouvelle, mais l'enseignement formel, la tradition des Pères, des Papes, des plus grands théologiens, même infaillibilistes, et du Concile de Trente lui-même.

IV

Si maintenant nous examinons les raisons intrinsèques de cette doctrine des Pères et des théologiens, et de cette pratique constante des Conciles, nous verrons clairement, par la notion même de l'Eglise, et par celle des assemblées œcuméniques, qu'il seroit impossible et souverainement dangereux de s'écarter, dans les définitions dogmatiques, de ces principes, et de substituer, dans la déclaration des dogmes, la majorité numérique à l'unanimité morale.

L'Eglise est catholique: et la catholicité dans l'Eglise, comme l'avait vu d'un regard si pénétrant, et comme l'a exprimé si heureusement Vincent de Lé-rins, exige absolument la catholicité dans le dogme de l'Eglise: « *Quod ubique, quod semper, quod ab omnibus* ; » ou « la concordante autorité de l'Eglise universelle, » *Concordissimam*, comme disait Saint Augustin; ou « la tradition des apôtres manifestée dans le monde entier, » *traditionem apostolorum in toto mundo manifestatam*, comme écrivait Saint Irénée; ou « l'accord des Eglises apostoliques, et

« par elles de toutes les autres, » *Ecclesias à quibus semina doctrinæ cæteræ Ecclesiæ*; UNA OMNES probant UNITATEM, comme parlait Tertullien.

Supprimez en effet l'unanimité en matière de croyance ; et vous supprimez du même coup la catholicité. Ce qui n'est pas unanime, moralement parlant du moins, n'est pas universel, c'est-à-dire catholique. Il faut donc pour qu'une doctrine soit et puisse être déclarée dogme de l'Eglise catholique, qu'elle soit crue et attestée, comme telle, par l'unanimité morale des Evêques et des Eglises. Si elle ne l'a jamais été, si au contraire elle a été vivement controversée, rejetée même par de grands théologiens, par de grandes écoles, et qu'un nombre considérable d'Evêques, représentant de grandes églises, et de grandes nations catholiques, nient ou doutent encore, la catholicité n'est pas acquise à cette doctrine, et par conséquent elle ne peut pas être proclamée dogme catholique.

Telle est la conclusion évidente, à laquelle on arrive en analysant, comme l'a fait Vincent de Lé-rins, cette idée de catholicité, qui se résoud manifestement en l'idée d'unanimité, non pas sans doute absolue, mais réelle. C'est l'unanimité, et non pas la simple pluralité, qui fait la catholicité. — Il est évident aussi d'ailleurs que les dissidences hérétiques qui peuvent se produire, ne sauraient enlever à la croyance antique et persistante de l'église son caractère de catholicité.

Nous arrivons à la même conclusion, en considérant ce qui fait l'essence et la valeur d'un Concile œcumenique. Qu'est-ce qu'un Concile œcumenique? Une assemblée d'Evêques *représentant l'E-*

glise universelle et venant attester sa croyance, la foi reçue des siècles précédents depuis l'origine. C'est à ce titre qu'il est infaillible. Donc sa décision doit *représenter la croyance universelle* de l'Eglise.

Mais pour qu'une décision représente une croyance universelle dans l'Eglise, il y a une condition essentielle, c'est que cette universalité existe : car ce qui n'existe pas, ne peut pas être représenté. Or il n'y pas d'universalité dans l'Eglise, sur un point qui ne réunit pas, et n'a jamais réuni l'unanimité, au moins morale, des Eglises et des Evêques. Ceci est l'évidence même.

Donc quand un point de doctrine, qui n'a jamais été un dogme, qu'on n'a jamais été obligé de croire, sous peine de n'être plus catholique, quand un tel article de doctrine est en discussion dans un Concile, et qu'une notable portion du Concile persiste à ne pas regarder ce point de doctrine comme assez certainement révélé, pour être imposé à la foi du monde, le Concile, s'il ne veut pas violer le principe, comme la pratique traditionnelle des assemblées œcuméniques, ne peut passer outre : Il faut, ou que la majorité amène, par la libre discussion, la minorité à son sentiment, ou qu'elle s'arrête : mais l'opprimer, par la force brutale du nombre, serait absolument anticonciliaire, non moins qu'inoui dans l'histoire de l'Eglise.

La simple majorité d'un Concile n'est pas dans les conditions nécessaires, pour élever à la hauteur d'un article de foi, une doctrine qui n'est pas elle-même dans les conditions d'un article de foi.

Quoi ! quand il s'agissait des dogmes primordiaux et fondamentaux du Christianisme, tels que la

divinité du Verbe et du Saint-Esprit, la vérité de l'Incarnation, l'union personnelle et la distinction des deux natures et des deux volontés en Jésus-Christ, les grands Conciles des premiers siècles n'ont prononcé leur définition, qu'à l'unanimité morale! Et on voudrait fouler aux pieds cette constante tradition, cette règle si sage, pour une doctrine qui n'aurait jamais été croyance obligatoire, et qui, après avoir eu pour adversaires dans l'Eglise de grands théologiens, de grandes écoles, de grandes universités, trouverait encore dans le Concile des adversaires nombreux et considérables!

Qu'on veuille bien le remarquer, quand une doctrine n'a jamais été un dogme, dont la foi fut obligatoire, mais une croyance qui a toujours soulevé, et soulève encore, de nombreuses et graves contradictions dans l'Eglise, une majorité, sur cette question, ne peut pas être, par elle même, une autorité décisive et irréfragable; car qui peut, en ce cas, empêcher la majorité d'osciller, tantôt dans un sens, et tantôt dans un autre, ainsi que le faisaient observer les Archevêques et Evêques américains dans leur lettre à Mgr l'Evêque d'Orléans? de se faire, ou de se défaire, dans les Eglises particulières, quelquefois sous des influences factices, accidentelles, comme celles qui ont tant contribué en France, depuis vingt ans, à propager la doctrine de l'infailibilité dans le jeune clergé, à savoir les exagérations et les violences d'une certaine presse? N'a-t-on pas vu, au Concile de Trente, notamment sur la fameuse question du droit divin de la résidence, la majorité des Pères se déplacer?

C'est pourquoi une majorité ne peut et ne doit pas avoir de parti-pris, et dire d'avance : « Nous voulons définir. » Il ne suffit pas qu'elle le veuille. Le peut-elle ? La question est là ; car en matière dogmatique, la majorité n'est nullement arbitre et maîtresse de la foi, comme elle peut l'être en fait de discipline. Pour une définition de foi, il faut, de toute nécessité, que la chose soit, *hîc et nunc*, définissable, c'est-à-dire que la question controversée n'ait pas seulement une grande probabilité, mais une pleine certitude ; et d'autant plus, ce qu'il ne faut jamais oublier, qu'on ne peut pas revenir sur une définition comme sur une loi. Or précisément, quand une partie notable des témoins et des juges de la foi se refuse à témoigner et à juger, quand des doutes graves, des difficultés sérieuses que ni les plus opiniâtres études, ni la discussion conciliaire la plus approfondie, ni la bonne foi la plus sincère n'ont pu dissiper, persistent chez un nombre considérable d'hommes éminents dans un concile, cette pleine certitude n'existe pas : passer outre alors, ce serait agir comme si on était les arbitres et les maîtres de la foi, tandis qu'on n'en est que les dépositaires et les témoins.

Il faut donc maintenir le principe, consacré par la raison théologique, comme par la pratique constante des Conciles et la tradition des théologiens, l'admirable et tutelaire principe de l'unanimité morale, c'est-à-dire de l'universalité, de la catholicité : hors duquel, comme l'a dit si expressément l'illustre cardinal De Cusa, IL N'Y A POINT DE SÛRETÉ.

Mais, dit on, ce principe de l'unanimité « est un

principe de fer », qui peut paralyser l'action de l'Eglise en face de l'erreur, et mettre en péril le dépôt de la foi.

Nous pouvons répondre d'abord à cette objection par les faits, par l'histoire de dix-huit siècles.

Pendant dix huit siècles , les hérésies n' ont été condamnées qu'à l'unanimité, et elles ont toutes été condamnées: donc le principe de l'unanimité morale ne paralyse pas l'Eglise , et n'expose pas le dépôt de la foi.

Mais il y a une autre reponse: une distinction bien simple nous la fournit. Il faut distinguer ici entre les doctrines qui ont toujours été dogmes de foi, et celles qu' il s' agirait d'élever à cette hauteur. Et par dogmes de foi nous entendons les doctrines ou qui ont été déjà définies, ou qui, sans avoir été encore formellement définies , ont, notoirement, été crues toujours, partout, universellement, dans l'Eglise comme dogmes de foi; ainsi la divinité de Jésus Christ, la présence réelle. Il est évident en effet que dans un Concile la position d'une minorité qui nierait ce qui a toujours été dogme de foi , et celle d'une minorité , qui ne repousserait que la définition d'une doctrine qui n'a jamais été dogme de foi , n'est pas la même ; dans le second cas, la minorité est dans son droit ; dans le premier , elle ne l' est pas.

La minorité qui nierait un dogme de foi, se révolterait contre ce qui a toujours été la croyance unanime de l'Eglise; car le dogme contesté, avant et nonobstant cette contestation , a pour lui la catholicité, l'unanimité; et la minorité qui s'obstinerait à le repousser se separerait de l'Eglise; et il y aurait

lieu de redire cette parole de S.^t Cyprien: *Non nos ab illis, sed illi a nobis recesserunt* (1).

Mais une doctrine, qui n'a jamais été dogme de foi, qui n'a jamais eu pour elle la catholicité, l'unanimité: ceux qui la repoussent, ou ne veulent pas en faire un article de foi, ne sont nullement en contradiction avec l'antique unanimité, avec la catholicité, que cette croyance n'a jamais eue: il faut donc, pour qu' elle soit définie, qu' elle obtienne cette unanimité; sinon, la définition n'est pas possible; non point, qu' on veuille bien le remarquer, parce qu' il n'y a pas là un juge suprême des controverses; ce juge est là, c'est le Concile; car le Concile, c' est l'Eglise, représentée, avec son *magisterium* infaillible; mais simplement, parce que la question controversée n'ayant jamais eu et n'ayant pas la marque nécessaire de l'unanimité ou de la catholicité, n'est point dans les conditions requises pour que le juge porte son jugement.

S' ensuit-il que le dépôt de la foi est en péril? En aucune sorte; car la conservation du dépôt de la foi n'exige pas que les questions de cette nature soient toujours et immédiatement résolues.

Est-ce que les questions sur la grace et le libre arbitre, tant débattues dans les fameuses Congrégations *De Auxiliis*, ont été tranchées par des définitions dogmatiques? Est-ce que le Concile de Trente a terminé par des décrets de foi toutes les discussions qui ont été soulevées dans son sein? S'est-il prononcé sur la question, très pratique, de la résidence, sur l'origine de la juridiction Episcopale,

(1) *De Unitate Ecclesiae.*

sur certaines prérogatives pontificales, question analogue ou identique à celle qu'on agite aujourd'hui? La vérité est que le dépôt de la foi ne court aucun péril à ce qu'une question, qui est restée dix-huit siècles sans être définie, ne le soit pas, lorsqu'elle n'est point dans les conditions où une définition conciliaire est possible. Or, d'après la pratique constante et inviolable de conciles, et l'enseignement de tous les docteurs orthodoxes, comme disait Muzza-relli, *omnes orthodoxos doctores*, une croyance n'est pas, dans ces conditions, tant qu'elle n'a jamais eu, et n'a pas la catholicité, c'est-à-dire l'unanimité.

C'est donc déplacer la question, et confondre deux choses très distinctes, à savoir ce qui est déjà un dogme de foi et ce qui ne l'est pas encore, et deux moments, une définition à faire, et une définition faite, que de dire à une minorité, avec *la Civiltà*: Vous êtes *in vivo*, et vous n'avez que *deux issues*: vous rallier à la majorité, ou subir sa condamnation. Non; une minorité, dans un Concile, n'en est pas là: quand la définition n'est point faite encore, ni la question devenue un dogme, la minorité a le droit et le devoir de maintenir jusqu'au bout sa conviction. Et dans ce cas, l'unanimité morale faisant défaut, la majorité ne doit pas proclamer dogme catholique, ce qui n'est pas croyance catholique, universelle, unanime.

On insiste, et on dit: Mais ce que les Evêques, dans un Concile œcuménique, ne pourraient pas, il y a quelqu'un dans l'Eglise qui le peut, qui peut toujours, et tout seul, dirimer toutes les controverses: c'est le Pape. Avec lui, il n'est question ni de majorité, ni de minorité: il prononce; cela suffit.

Nous répondrons que l'on confond encore ici deux choses: une décision conciliaire, et une constitution pontificale. C'est avec ces confusions perpétuelles qu'on obscurcit les questions les plus claires.

Il y a en effet une distinction essentielle, que Bellarmin fait lui-même, (1) entre le Pape agissant comme président d'un Concile, *ut Præsidem*, et d'après les règles conciliaires, et le Pape agissant simplement en sa qualité de chef de l'Eglise, *ut Principem*.

Quand le Pape agit comme président d'un Concile, il agit conciliairement, c'est-à-dire conformément aux règles essentielles et fondamentales qui regissent les Conciles. Or la règle fondamentale des Conciles, en matière de définition dogmatique, ce n'est ni la minorité, ni la majorité avec le Pape: c'est l'unanimité morale: *consensus episcoporum moraliter unanimis*, selon l'expression consacrée.

Le principe de *la Civiltà* que le Pape peut dans un concile, proclamer une définition de foi, indépendamment de la majorité ou de la minorité de la partie contraire, *indipendentemente della maggioranza o minoranza della parte contraria*, un tel principe est l'anéantissement des conciles. Lorsque, dans une assemblée, il n'y a plus ni majorité, ni minorité, il n'y a plus personne.

Comment le Pape pourrait-il définir, *sacro approbante concilio*, quand le Concile n'a pas approuvé, pas prononcé; quand vous osez dire qu'il n'y a ni majorité, ni minorité, mais lui seul! ou bien, avec quelques théologiens, que la partie du

(1) *De Controversiis* T. II, Lib. I, C. XVIII.

Concile avec laquelle est le Pape, fut-elle la minorité, devient immédiatement *Pars sanior Concilii!* Mais vraiment, en matière de définition dogmatique surtout, de telles assertions font plus qu'étonner. Où a-t-on vu, dans l'histoire des Conciles, que cela se soit fait ainsi, une seule fois? Est-ce que le bon sens comme la bonne foi n'oblige pas à redire ici les paroles du Cardinal de Cusa: *Tunc iudicium esset, non Synodi, sed unius: quod implicat* (lib. II, cap. XV).

Parlons sérieusement: il y a un Concile, ou il n'y en a pas.

S'il y a un Concile, il faut que les règles conciliaires soient observées. Autrement, on ne ferait jouer à cette grande assemblée d'Evêques, qu'une pure représentation.

Que si le Pape veut agir comme Prince, *Princeps*, et proclamer lui même son infailibilité, c'est autre chose: mais ce n'est pas le cas actuel: la vérité dans le cas actuel c'est un concile, auquel le Pape a remis, *integra, integre*, les questions à décider; reconnaissant qu'il doit agir dans une vraie liberté, et ne voulant pas plus peser sur eux que Pie IV ne voulut peser sur le Concile de Trente; Pie IV qui écrivait lui-même à ses Légats: « qu'il entendait laisser libres les propositions et les délibérations du Concile sans aucune restriction . . . que rien ne saurait le déterminer à gêner la liberté du Concile » (1).

On sort donc de la vérité, de toute vérité, et de plus on raisonne comme si déjà l'infailibilité pontificale était dogme de foi, quand on invoque, précisé-

(1) Dépêche de Lansac, du 19 Mai 1562.

ment pour la définition de cette question, le pouvoir absolu du Pape.

Mais pourquoi une telle discussion, injurieuse pour le S. Siège, nous ne craignons pas de le dire ? car ce qui s'est passé, pour la définition de l'Immaculée Conception prouve à quel degré le Saint Siège tient à ne pas s'écarter de la grande règle de l'unanimité, quand il s'agit d'une définition dogmatique nouvelle.

L'accord s'était fait depuis longtemps sur cette question, quand elle fut définie par le Pape ; et pour le constater, deux Souverains Pontifes, Grégoire XVI d'abord, Pie IX ensuite, pendant plus de quatorze ans interrogèrent l'Eglise : les réponses des Evêques sont là, à Rome, consignées, dans douze volumes in folio, monument immortel de la foi unanime des Eglises ; de plus, quand il jugea le moment venu, le Saint Père s'entoura de 200 Evêques, et il proclama le dogme, non par une décision personnelle, indépendante et séparée, *apart from*, mais, après avoir constaté le consentement unanime des Evêques.

Ce fut donc non le principe de la majorité, mais celui de l'unanimité, qui domina toute la conduite du saint Siège en cette occasion solennelle.

Nous posons en fait, que si la définition de l'Immaculée Conception avait rencontré, non pas l'unanimité morale des Evêques, mais l'opposition d'une imposante minorité, représentant les plus grandes Eglises dans les plus grandes nations du monde, le dogme de l'Immaculée Conception n'eût pas encore été défini.

IV

Que s'il faut maintenant considerer un moment ces principes dans leur application à la question de l'infailibilité, nous remarquerons d'abord qu'elle n'a jamais été article de foi catholique. Elle est depuis des siècles controversée dans l'Eglise. Ni les textes de l'Ecriture qui la concernent, ne sont parfaitement clairs, puisque de très grands théologiens ne l'y ont pas vue, et ne l'y voient pas encore; ni les documents et les faits de la tradition qui s'y rapportent, ne sont démonstratifs; bien loin de là.

Il est d'ailleurs incontestable, Benoît XIV lui-même l'atteste, que l'Eglise de France, à peu près tout entière, depuis qu'on discute sur cette question, jusqu'à ces dernières années, de Gerson à Bossuet, et de Bossuet au Cardinal de La Luzerne et à Mgr Affre, n'édmettait pas la doctrine de l'infailibilité. Et si cette doctrine, en des temps déjà loin de l'antiquité, a été plus commune, dans les autres pays catholiques, jamais elle n'y a été professée exclusivement, puisque partout, en Espagne, en Belgique, en Angleterre, en Allemagne, en Amérique, en Italie même, de grands théologiens, et de grandes Universités l'ont combattue; (1) et qu'enfin aujourd'hui, au Concile du Vatican, tant de Pères demandent, qu'elle ne soit pas définie.

(1) Voyez Tournely, *De Ecclesia*, t. 2, et dans la Réponse de Mgr l'Eveque d'Orléans à Mgr l'Archevêque de Malines, la liste très incomplète, mais très imposante, des théologiens, et des Universités non infailibilistes, au moins quant à plusieurs de leurs docteurs.

Parler de la nécessité d'une définition, en pareil cas, et répéter ce jeu de mots qu'en niant l'opportunité, on a créé la nécessité, ce n'est pas sérieux.

L'Eglise serait donc à la merci de toutes les passions théologiques les plus imprudentes, non seulement des écoles, mais des partis : ce serait le particulier privilège des esprits intempérants, aventureux ou flatteurs, de mener l'Eglise, et de la faire aller ou elle ne songeait pas à aller; et nous serions condamnés à subir cette étrange et singulière nouveauté d'un journalisme agitant le monde, de dessein formé, autour d'une question grosse de tempêtes et de périls, et n'ayant qu'à faire le trouble, pour obliger l'Eglise à faire des dogmes. Non, cela ne se peut; et, dans la question présente en particulier, le remède d'une définition, surtout si l'unanimité morale y manquait, serait cent fois pire que le mal: le trouble présent peut facilement s'apaiser en laissant tout tomber; le trouble qui suivrait la définition, c'est un effroyable inconnu; et il y a là pour l'Eglise et la Papauté des maux dont aucun œil humain ne peut prévoir l'étendue et la durée.

Et il faut ajouter enfin que si jamais l'unanimité morale fut nécessaire, pour une telle définition, c'est dans un Concile comme celui du Vatican, où l'on compte :

276 Evêques Italiens, dont 143 appartenant aux Etats Pontificaux;

49 Cardinaux, dont 23 ou ne sont pas Evêques, ou n'occupent aucun siège;

120 Archevêques ou Evêques *in Partibus*;

51 Abbés ou généraux d'Ordres.

Tandisque les Evêques de tous les Pays Catholi-

ques de l'Europe, autres que l'Italie, présents au Concile, ne sont que 265; et que les Patriarches, Primats, Archevêques, Evêques *diocésains* du monde entier sont en minorité sur les seuls Evêques *diocésains* d'Italie. (1) On comprend du reste qu'en constatant ces chiffres, il n'est question en rien des personnes, dignes de tout respect. Il ne s'agit que de constater une situation.

Evidemment, c'est dans un Concile ainsi composé, ou jamais, que la simple majorité des voix ne peut suffire, et que l'unanimité morale est absolument nécessaire (2).

Quand d'ailleurs, l'intervention personnelle du Saint Père, comment le nier ou le taire? s'est fait sentir;

Quand tant de restrictions si considérables ont été imposées déjà à la liberté des Evêques;

Quand la question n'est venue en délibération, brusquement, violemment, avant toutes les autres, que par un dernier coup d'autorité souveraine, une sorte de coup d'état;

Quand déjà les consciences s'alarment, que des écrits retentissants circulent, indices des craintes profondes qui agitent les fidèles;

Quand des Evêques eux-mêmes laissent échapper de leur âme oppressée des cris que toute la presse répète;

Dans de telles conditions, tout finir par un coup de majorité, n'est pas possible !

(1) Ces Chiffres sont empruntés au *Catalogo alfabetico dei padri presenti al Concilio Vaticano* imprimé à Rome même.

(2) Est-ce pour cette raison que des hommes graves ont dit qu'au moins faudrait-il, pour cette question spéciale de l'infaillibilité, dans lescon gregations générales, *le vote au scrutin secret?*

Si donc la minorité, non convaincue par la discussion, persiste, inébranlable ;

Si tous ceux qui ont des doutes graves sur l'opportunité de la définition , et le nombre s'en accroît tous les jours ; si ceux qui n'admettent pas la doctrine, ou qui l'admettent, mais non pas avec l'entière certitude qui seule peut les autoriser à la définir, si tous ceux-là, comme c'est leur droit et leur rigoureux devoir , refusent leur *Placet* ; et si, par suite, il n'y a qu'une majorité , composée comme nous l'avons dit , — mais non pas l'unanimité morale :

Nous le répétons, la définition n'est pas possible.

Ou tous le malheurs sont à craindre. Et ce n'est pas nous, ce sont cent Evêques qui le disent :

« NOUS SENTIRIONS PESER SUR NOS CONSCIENCES UN
« POIDS INTOLÉRABLE. Et nos craintes alors, les voici :
« c'est que le caractère œcuménique de ce Concile
« pourrait être révoqué en doute ; c'est qu'une ample
« matière serait fournie aux ennemis de la Religion
« pour attaquer le Saint Siège et le Concile ; c'est
« que le Concile, aux yeux du peuple chrétien, serait
« sans autorité, comme n'ayant pas été un vrai concile, un concile libre. Et , aux temps si troublés
« où nous sommes, on ne saurait concevoir un plus
« grand malheur ».

Mais ce malheur, nous l'espérons, l'Eglise ne le verra pas ! La sagesse du Saint Père saura le prévenir.

GTU Library
2400 Ridge Road
Berkeley, CA 94709
For renewals call (510) 649-2500

All items are subject to recall

GTU Library



3 2400 00592 2228

767

260.322.3

